

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2019 et cesse d'être en vigueur le 31 juillet 2020.

**Art. 6.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
W. BEKE

—————  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :  
Loi du 3 juillet 1978,  
*Moniteur belge* du 22 août 1978.  
Loi du 30 décembre 2001,  
*Moniteur belge* du 31 décembre 2001.  
Loi du 4 juillet 2011,  
*Moniteur belge* du 19 juillet 2011.  
Loi du 15 janvier 2018,  
*Moniteur belge* du 5 février 2018.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2019 en treedt buiten werking op 31 juli 2020.

**Art. 6.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
W. BEKE

—————  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 3 juli 1978,  
*Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.  
Wet van 30 december 2001,  
*Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001.  
Wet van 4 juli 2011,  
*Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2011.  
Wet van 15 januari 2018,  
*Belgisch Staatsblad* van 5 februari 2018.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2019/41519]

**12 JUILLET 2019.** — Arrêté royal portant modification de diverses dispositions réglementaires en matière de brevets d'invention et de certificats complémentaires de protection

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu le Code de droit économique, les articles XI.14, XI.21, XI.22, XI.24, § 3, alinéa 2, XI.50, § 3, XI.51, § 4, XI.55, § 10, XI.56, § 9, XI.62, XI.64, § 1<sup>er</sup>, XI.66, § 3, XI.68, alinéa 2 et XI.78, insérés par la loi du 19 avril 2014, et l'article XI.92, § 2, remplacé par la loi du 19 avril 2014 et modifié par la loi du 2 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'économie;

Vu la loi du 2 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'économie, l'article 116;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif aux taxes et taxes supplémentaires dues en matière de brevets d'invention et en matière de certificats complémentaires de protection;

Vu l'arrêté royal du 4 septembre 2014 relatif à la mise en œuvre des dispositions relatives aux certificats complémentaires de protection de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, « Propriété intellectuelle » dans le Code de droit économique et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code;

Considérant que le présent arrêté a notamment pour but de responsabiliser les utilisateurs du système au regard de la qualité des dossiers de demandes de brevet et de certificats complémentaires de protection qu'ils introduisent auprès de l'Office de la Propriété Intellectuelle; que dans cette optique, la taxe de régularisation est augmentée de 30 euros à 60 euros dans le but d'inciter les utilisateurs à introduire, dès l'entame de la procédure de délivrance, un dossier complet de demande de brevet ou de certificat complémentaire de protection et de couvrir partiellement les coûts administratifs liés à une régularisation; que le traitement de cette procédure implique un coût pour l'Office qui est plus élevé que 60 euros; que dès lors l'augmentation de cette taxe ne porte pas préjudice à son caractère indemnitaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 avril 2019;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2019/41519]

**12 JULI 2019.** — Koninklijk besluit houdende wijziging van diverse reglementaire bepalingen betreffende uitvindingsoctrooien en aanvullende beschermingscertificaten

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikelen XI.14, XI.21, XI.22, XI.24, § 3, tweede lid, XI.50, § 3, XI.51, § 4, XI.55, § 10, XI.56, § 9, XI.62, XI.64, § 1, XI.66, § 3, XI.68, tweede lid en XI.78, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014, en artikel XI.92, § 2, vervangen bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 2 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake economie;

Gelet op de wet van 2 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake economie, artikel 116;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1986 betreffende het aanvragen, verlenen en in stand houden van uitvindingsoctrooien;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de taken en bijkomende taken inzake uitvindingsoctrooien en inzake aanvullende beschermingscertificaten;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 september 2014 ter uitvoering van de bepalingen betreffende de aanvullende beschermingscertificaten van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI, "Intellectuele eigendom" in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek;

Overwegende dat dit besluit ook de bedoeling heeft de gebruikers van het systeem te responsabiliseren op vlak van de kwaliteit van de dossiers van octrooiaanvragen en aanvragen van aanvullende beschermingscertificaten die zij indienen bij de Dienst voor de Intellectuele Eigendom; dat in deze optiek de regularisatietaks verhoogd wordt van 30 euro tot 60 euro, met de bedoeling om gebruikers aan te sporen om van bij de aanvang van de verleningsprocedure een volledig dossier van octrooiaanvraag of aanvraag van een aanvullend beschermingscertificaat in te dienen en om de administratieve kosten die gelinkt zijn aan een regularisatie gedeeltelijk te dekken; dat de behandeling van deze procedure voor de Dienst een kost met zich meebrengt die hoger is dan 60 euro; dat de verhoging van deze taks bijgevolg geen afbreuk doet aan het vergoedend karakter ervan;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 april 2019;

Vu l'avis 66.165/1 du Conseil d'État, donné le 11 juin 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications apportées à l'arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5 de l'arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention, remplacé par l'arrêté royal du 9 mars 2014 et modifié par l'arrêté royal du 4 septembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Toute personne peut déposer à l'Office un pouvoir autorisant un mandataire agréé à accomplir un ou plusieurs actes devant l'Office concernant une ou plusieurs affaires de brevet la concernant.

La désignation d'un groupement de mandataires est réputée conférer pouvoir d'agir à tout mandataire qui peut prouver qu'il exerce au sein du groupement.

§ 2. Lorsqu'un mandataire agit pour un acte concernant une demande de brevet ou un brevet pour lequel un autre mandataire ou un autre groupement de mandataires a déjà agi devant l'Office, il doit, sauf les cas visés à l'article XI.75 du Code de droit économique, déposer un pouvoir.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mandataire doit, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte a été posé auprès de l'Office :

1<sup>o</sup> déposer un pouvoir;

2<sup>o</sup> informer l'Office si le nouveau pouvoir met fin au mandat de l'ancien mandataire ou de l'ancien groupement de mandataires, ou si les deux mandataires ou groupements de mandataires restent compétents pour accomplir des actes devant l'Office.

Si le nouveau mandataire ou groupement de mandataires indique, en application de l'alinéa 2, 2<sup>o</sup>, que le nouveau pouvoir met fin au mandat de l'ancien mandataire ou de l'ancien groupement de mandataires, l'Office en informe l'ancien mandataire ou l'ancien groupement de mandataires et lui communique que les procédures seront poursuivies avec le nouveau mandataire ou avec le nouveau groupement de mandataires.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, les actes suivants doivent être accompagnés d'un pouvoir :

1<sup>o</sup> le dépôt d'une requête en retrait de la demande de brevet telle que visée à l'article XI.24, § 3, alinéa 2, du Code de droit économique;

2<sup>o</sup> le dépôt d'une requête en renonciation totale telle que visée à l'article XI.55, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique;

3<sup>o</sup> le dépôt d'une requête en révocation totale telle que visée à l'article XI.56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

§ 4. Si le mandataire ne dépose pas de pouvoir dans les cas visés aux paragraphes 2 et 3, l'Office invite le mandataire à déposer ce pouvoir dans le délai qu'il détermine. Ce délai est d'un mois minimum.

Si, dans le délai mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il n'est pas satisfait aux conditions visées aux paragraphes 2 et 3, l'acte est réputé non accompli. ».

**Art. 2.** Dans l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « mis à la disposition des intéressés par l'Office et dont le modèle est fixé par le Ministre. » sont remplacés par les mots « , dont le modèle est fixé par le directeur de l'Office, mis à la disposition des intéressés par ce dernier. ».

**Art. 3.** Dans l'article 10<sup>ter</sup>, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 4 septembre 2014, les mots « paragraphe 3 » sont remplacés par les mots « paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3 ».

**Art. 4.** L'intitulé du chapitre VII du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre VII. Retrait, renonciation et révocation ».

Gelet op advies 66.165/1 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2019, bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 2 december 1986 betreffende het aanvragen, verlenen en in stand houden van uitvindingsoctrooien*

**Artikel 1.** Artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 december 1986 betreffende het aanvragen, verlenen en in stand houden van uitvindingsoctrooien, vervangen door het koninklijk besluit van 9 maart 2014 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 september 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. 5. § 1. Eenieder mag een volmacht bij de Dienst indienen die een erkend gemachtigde toelaat één of meerdere handelingen te stellen voor de Dienst met betrekking tot één of meerdere octrooizaken die hem betreffen.

Bij de aanduiding van een groep van gemachtigden wordt geacht dat de vertegenwoordigingsvolmacht zich uitstrekt tot elke gemachtigde die deel uitmaakt van deze groep.

§ 2. Wanneer de gemachtigde optreedt voor een handeling betreffende een octrooiaanvraag of een octrooi, waarvoor reeds een andere gemachtigde of een andere groep van gemachtigden is opgetreden voor de Dienst, dient de gemachtigde, behalve bij de in artikel XI.75 van het Wetboek van economisch recht bedoelde gevallen, een volmacht voor te leggen.

In het in het eerste lid bepaalde geval, dient de gemachtigde binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de datum waarop de handeling bij de Dienst werd gesteld:

1<sup>o</sup> een volmacht in te dienen;

2<sup>o</sup> de Dienst te informeren over het feit of deze nieuwe volmacht een einde stelt aan het mandaat van de eerdere gemachtigde of groep van gemachtigden, of dat beide gemachtigden of groepen van gemachtigden bevoegd blijven om handelingen voor de Dienst te stellen.

Indien de nieuwe gemachtigde of groep van gemachtigden, met toepassing van het tweede lid, 2<sup>o</sup>, aangeeft dat de nieuwe volmacht een einde stelt aan het mandaat van de eerdere gemachtigde of groep van gemachtigden, stelt de Dienst de eerdere gemachtigde of groep van gemachtigden hiervan op de hoogte en deelt hem mee dat de procedures zullen worden verdergezet met de nieuwe gemachtigde of groep van gemachtigden.

§ 3. Onverminderd paragraaf 1, dienen de volgende handelingen te worden vergezeld van een volmacht:

1<sup>o</sup> het indienen van een verzoek tot intrekking van de octrooiaanvraag als bedoeld in artikel XI.24, § 3, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht;

2<sup>o</sup> het indienen van een verzoek tot gehele afstand als bedoeld in artikel XI.55, § 1, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht;

3<sup>o</sup> het indienen van een verzoek tot gehele herroeping als bedoeld in artikel XI.56, § 1, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht.

§ 4. Indien de erkende gemachtigde in de in paragrafen 2 en 3 bedoelde gevallen geen volmacht voorlegt, nodigt de Dienst de gemachtigde uit deze volmacht alsnog in te dienen binnen een door de Dienst vastgestelde termijn. Deze termijn bedraagt minstens een maand.

Indien binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, niet aan de voorwaarden bedoeld in paragrafen 2 en 3 wordt voldaan, wordt de gestelde handeling geacht niet te zijn verricht.”.

**Art. 2.** In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “dat door de Dienst ter beschikking wordt gesteld en waarvan de Minister het model vaststelt.” vervangen door de woorden “, waarvan de directeur van de Dienst het model vaststelt, en dat door deze laatste ter beschikking wordt gesteld van de belanghebbenden.”.

**Art. 3.** In artikel 10<sup>ter</sup>, § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 september 2014, worden de woorden “paragraaf 3” vervangen door de woorden “paragraaf 1, derde lid”.

**Art. 4.** Het opschrift van hoofdstuk VII van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Hoofdstuk VII. Intrekking, afstand en herroeping”.

**Art. 5.** L'article 30 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 9 mars 2014 et modifié par l'arrêté royal du 4 septembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. § 1<sup>er</sup>. La requête en retrait visée à l'article XI.24, § 3, alinéa 2, du même code, la requête en renonciation visée à l'article XI.55 du même code, et la requête en révocation visée à l'article XI.56 du même code, doivent contenir :

1° le nom et l'adresse du demandeur ou des demandeurs du brevet ou du titulaire ou des titulaires du brevet qui présentent la requête en retrait, en renonciation ou en révocation. Les personnes physiques doivent être désignées par leurs noms suivis de leurs prénoms. Les personnes morales doivent figurer sous leur désignation officielle et doivent indiquer, si elles en disposent, leur numéro d'entreprise;

2° le numéro du brevet pour lequel la requête en retrait, en renonciation ou en révocation a été déposée.

§ 2. Lorsqu'il y a plusieurs demandeurs ou titulaires de brevet, la requête en renonciation ou en révocation doit être signée par tous les demandeurs ou titulaires de brevet. ».

**Art. 6.** Dans l'article 33bis, § 1<sup>er</sup>, 1°, inséré par l'arrêté royal du 9 mars 2014 et modifié par l'arrêté royal du 4 septembre 2014, et dans l'article 34, § 1<sup>er</sup>, 1°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 9 mars 2014 et modifié par l'arrêté royal du 4 septembre 2014, les mots « , et doivent indiquer, si elles en disposent, leur numéro de registre national » sont abrogés.

**CHAPITRE 2.** — *Modifications apportées à l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif aux taxes et taxes supplémentaires dues en matière de brevets d'invention et en matière de certificats complémentaires de protection*

**Art. 7.** L'article 13 de l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif aux taxes et taxes supplémentaires dues en matière de brevets d'invention et en matière de certificats complémentaires de protection, remplacé par l'arrêté royal du 4 septembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Les taxes et taxes supplémentaires payées indûment sont remboursées dans leur intégralité. Ce remboursement se fait sur demande, sauf si le caractère indu du paiement est manifeste. ».

**Art. 8.** Dans l'annexe 1 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 9 novembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le montant en euro relatif à la régularisation d'une demande de brevet, de certificat ou de prorogation de certificat est remplacé par le montant suivant :

« 60 »;

2° les mots « par page rectifiée ou remplacée » sont remplacés par les mots « , de certificat ou de prorogation de certificat »;

3° le montant en euro relatif à la rectification des fautes d'expression ou de transcription est remplacé par le montant suivant :

« 35 ».

**CHAPITRE 3.** — *Modifications apportées à l'arrêté royal du 4 septembre 2014 relatif à la mise en œuvre des dispositions relatives aux certificats complémentaires de protection de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, « Propriété intellectuelle » dans le Code de droit économique et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code*

**Art. 9.** Dans l'arrêté royal du 4 septembre 2014 relatif à la mise en œuvre des dispositions relatives aux certificats complémentaires de protection de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, « Propriété intellectuelle » dans le Code de droit économique et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, il est inséré un article 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

« Art. 1<sup>er</sup>/1. La demande de certificat complémentaire de protection et la demande de prorogation du certificat complémentaire de protection sont introduites au moyen d'un formulaire, dont le modèle est fixé par le directeur de l'Office, mis à la disposition des intéressés par ce dernier.

Le formulaire est dûment complété et signé par le demandeur de certificat complémentaire de protection ou de prorogation du certificat complémentaire de protection. ».

**Art. 5.** Artikel 30 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 9 maart 2014 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 september 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. 30. § 1. Het verzoek tot intrekking bedoeld in artikel XI.24, § 3, lid 2, van hetzelfde wetboek, het verzoek tot afstand bedoeld in artikel XI.55 van hetzelfde wetboek en het verzoek tot herroeping, bedoeld in artikel XI.56 van hetzelfde wetboek, moeten bevatten:

1° de naam en het adres van de aanvrager of aanvragers van het octrooi of van de houder of houders van het octrooi die het verzoek tot intrekking, tot afstand of tot herroeping indienen. De natuurlijke personen moeten worden aangeduid met hun namen gevolgd door hun voornamen. De rechtspersonen moeten worden aangeduid met hun officiële benaming en moeten, indien ze hierover beschikken, hun ondernemingsnummer meedelen;

2° het nummer van het octrooi waarvoor het verzoek tot intrekking, tot afstand of tot herroeping werd ingediend.

§ 2. Ingeval er verschillende octrooiaanvragers of octrooihouders zijn, moet het verzoek tot afstand of tot herroeping door al de octrooiaanvragers of octrooihouders worden getekend.”.

**Art. 6.** In artikel 33bis, § 1, 1°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 maart 2014 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 september 2014, en in artikel 34, § 1, 1°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 9 maart 2014 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 september 2014, worden de woorden “, en moeten, indien ze hierover beschikken, hun rijksregisternummer meedelen” opgeheven.

**HOOFDSTUK 2.** — *Wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de taksen en bijkomende taksen inzake uitvindingsoctrooien en inzake aanvullende beschermingscertificaten*

**Art. 7.** Artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de taksen en bijkomende taksen inzake uitvindingsoctrooien en inzake aanvullende beschermingscertificaten, vervangen door het koninklijk besluit van 4 september 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. 13. De taksen en bijkomende taksen die ten onrechte werden betaald, worden in hun geheel terugbetaald. Deze terugbetaling wordt op verzoek gedaan, tenzij het onterechte karakter van de betaling evident is.”.

**Art. 8.** In bijlage 1 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 9 november 2015 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het bedrag in euro betreffende de regularisatie van een octrooi-aanvraag, van een aanvraag voor een certificaat of van een aanvraag voor de verlenging van de duur van een certificaat wordt vervangen door het volgende bedrag:

“60”;

2° de woorden “per verbeterde of vervangen bladzijde” worden vervangen door de woorden “, van een aanvraag voor een certificaat of van een aanvraag voor de verlenging van de duur van een certificaat”;

3° het bedrag in euro betreffende het verbeteren van taalfouten of fouten van overschrijving wordt vervangen door het volgende bedrag:

“35”.

**HOOFDSTUK 3.** — *Wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 4 september 2014 ter uitvoering van de bepalingen betreffende de aanvullende beschermingscertificaten van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI, “Intellectuele eigendom” in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek*

**Art. 9.** In het koninklijk besluit van 4 september 2014 ter uitvoering van de bepalingen betreffende de aanvullende beschermingscertificaten van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI, “Intellectuele eigendom” in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 1/1. De aanvraag voor een aanvullend beschermingscertificaat en de aanvraag voor de verlenging van de duur van het aanvullend beschermingscertificaat worden ingediend bij wege van een formulier, waarvan de directeur van de Dienst het model vaststelt, en dat door deze laatste ter beschikking wordt gesteld van de belanghebbenden.

Het formulier wordt naar behoren ingevuld en door de aanvrager van een aanvullend beschermingscertificaat of van een verlenging van de duur van het aanvullende beschermingscertificaat ondertekend.”.

CHAPITRE 4. — *Disposition relative à l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 2 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'économie*

**Art. 10.** Les articles 16 et 21 de la loi du 2 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'économie entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE 5. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 11.** Les demandes de brevet, de certificat ou de prorogation de certificat déposées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté seront traitées selon les dispositions qui étaient applicables au moment du dépôt.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**Art. 13.** Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
W. BEKE

HOOFDSTUK 4. — *Bepaling betreffende de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 2 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake economie*

**Art. 10.** De artikelen 16 en 21 van de wet van 2 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake economie treden in werking op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK 5. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 11.** De aanvragen van een octrooi, van een certificaat of van een verlenging van de duur van een certificaat ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit zullen worden behandeld volgens de bepalingen die van toepassing waren op het moment van de indiening.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2019.

**Art. 13.** De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
W. BEKE

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### VLAAMSE OVERHEID

[C – 2019/41360]

17 MEI 2019. — **Decreet houdende wijziging van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, van de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010 en van de Codificatie sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016, wat het inschrijvingsrecht betreft (1)**

Het VLAAMS PARLEMENT heeft aangenomen en Wij, REGERING, bekrachtigen hetgeen volgt:

Decreet houdende wijziging van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, van de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010 en van de Codificatie sommige bepalingen voor het onderwijs van 28 oktober 2016, wat het inschrijvingsrecht betreft

#### HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

**Artikel I.1.** Dit decreet regelt een gemeenschapsaangelegenheid.

#### HOOFDSTUK II. — *Wijziging decreet basisonderwijs*

##### *Afdeling 1. — Overgangsbepalingen*

**Art. II.1.** In het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, het laatst gewijzigd bij het decreet van 6 juli 2018, wordt in hoofdstuk IV, afdeling 3, onderafdeling A, een artikel 37/6/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 37/6/1. De bepalingen van hoofdstuk IV, afdeling 3, zijn enkel nog van toepassing voor de inschrijvingen in het basisonderwijs voor het lopende schooljaar 2018-2019.

Voor de toepassing van de termijnen bepaald in hoofdstuk IV/1, hoofdstuk IV/2 en hoofdstuk IV/3 worden de door de regering, overeenkomstig artikel 50, bepaalde vakantieperiodes niet meegerekend.”.

**Art. II.2.** In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk IV, afdeling 4, bestaande uit artikelen 37*undevicies* tot en met 37*viciisepies*, opgeheven.

##### *Afdeling 2. — Gewoon basisonderwijs*

**Art. II.3.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Hoofdstuk IV/1. Recht op inschrijving in het gewoon onderwijs voor scholen gelegen in het Nederlandse taalgebied”.

**Art. II.4.** In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk IV/1, ingevoegd bij artikel II.3, een afdeling 1 ingevoegd, die luidt als volgt:

“Afdeling 1. Recht op inschrijving”.

**Art. II.5.** In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk IV/1, afdeling 1, ingevoegd bij artikel II.4, een artikel 37/7 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 37/7. De gezamenlijke doelstellingen van het inschrijvingsrecht, als instrument van het beleid op gelijke onderwijskansen, zijn:

1° het waarborgen van de vrije schoolkeuze van alle ouders en leerlingen;